

**EVENEMENT**

Retour à l'école : Blanquer pressé de passer à la vitesse supérieure

ENSEIGNEMENT

Des élèves reprennent le chemin de l'école à partir de ce mardi. Ils ne sont pour l'instant qu'un million et demi, selon le ministre de l'Education nationale, qui tente de convaincre parents et enseignants d'accélérer la tendance. « Il y a plus de risques à rester chez soi qu'à aller à l'école », assure-t-il.

Marie-Christine Corbier
[@mccorbier](#)

Le ministre de l'Education nationale est impatient en cette semaine de « remise en marche » pour l'école. Après deux mois de confinement, moins d'un quart des élèves y retourneront à partir de ce mardi. Il aimerait les voir plus nombreux.

« Il y a plus de risques à rester chez soi qu'à aller à l'école », a lancé Jean-Michel Blanquer, lundi, sur Europe 1, en citant, à l'appui, « la société de pédiatrie française et de nombreux pédiatres et scientifiques ». Ses propos ont suscité de vives réactions. D'autant que la société française de pédiatrie ne faisait référence qu'aux enfants confrontés aux violences conjugales et à la maltraitance infantile. « On est dans la parole magique, a ironisé la secrétaire générale du SNUipp-FSU, Francette Popineau. On est quand même plus à l'abri chez soi qu'à l'école où l'enfant va croiser la maîtresse et bien d'autres adultes. »

Dans son rapport publié mardi, le coordinateur national au déconfinement, Jean Castex, a, lui aussi, pointé les « risques sanitaires » liés au confinement, « avec des sentiments d'anxiété, des comportements régressifs ou encore la multiplication des accidents domestiques ».

Retour à l'école « au moins une fois »

Jean-Michel Blanquer souhaite que tous les enfants aient pu retrouver « au moins une fois » leur école d'ici à fin mai. Depuis les annonces de jeudi, le pourcentage d'élèves qui retournera à l'école, tel qu'annoncé par le ministre, est passé de 1 million à 1,5 million (soit 22 % des effectifs) et celui des enseignants s'est accru d'un tiers à « près de 50 % ». Pour les collégiens, le ministre mise sur le retour dans les établissements de 30 % d'entre eux, voire plus.

Le rythme de la réouverture a pris un tour politique. A Cannes, le maire (LR) David Lisnard a jugé « absolument pas raisonnable » le souhait exprimé par Jean-Michel Blanquer que chaque enfant

retourne à l'école « au moins une fois » avant fin mai. Tandis qu'à Paris, la députée LREM Anne-Christine Lang considère que la Ville, « avec les moyens matériels et humains dont elle dispose », « pourrait proposer un plan de reprise beaucoup plus ambitieux » en offrant un accueil à mi-temps dans toutes les écoles et la mise à disposition de locaux municipaux. Jean-Michel Blanquer mise sur le périscolaire pour que des animateurs puissent prendre en charge davantage des groupes d'élèves sur le temps scolaire.

Sur le terrain, des directeurs d'école évoquent, eux, une chaîne logistique qui n'est pas toujours au rendez-vous. Certains affirment ne pas avoir reçu les masques attendus, ou ne pas disposer de gel hydroalcoolique en quantité suffisante. « Il peut y avoir des problèmes



de logistique çà et là », admet Jean-Michel Blanquer.

Contamination

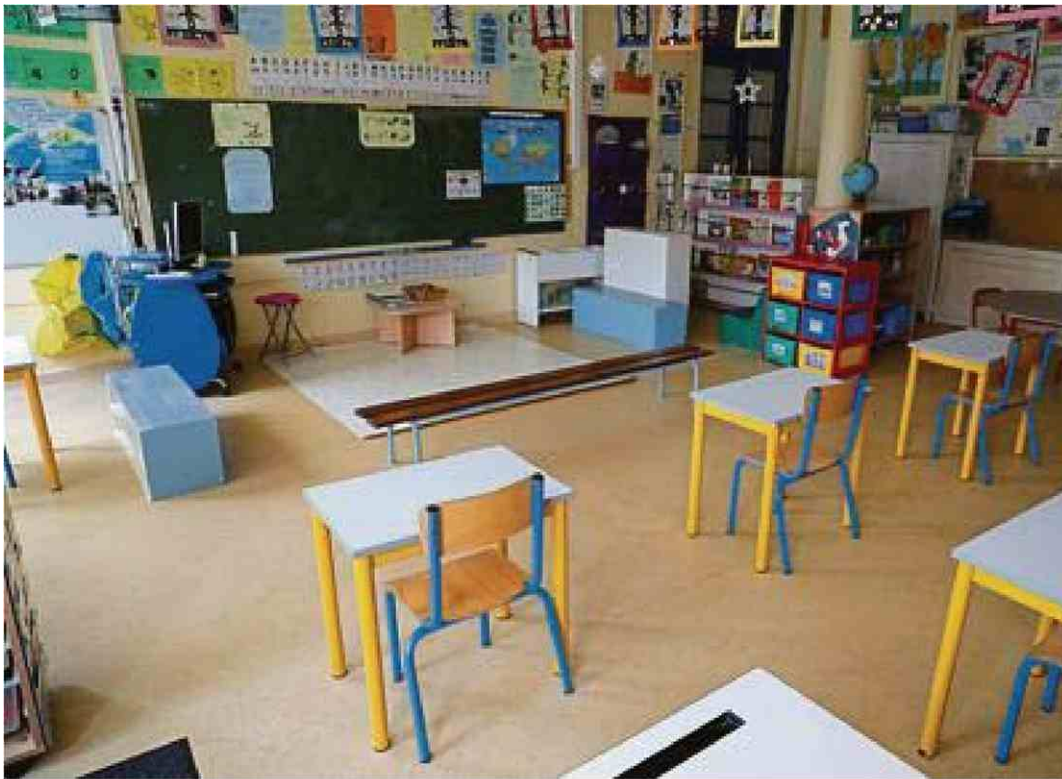
Selon une enquête interne au SNUipp-FSU réalisée auprès de 9.000 écoles (sur 50.000), 13 % d'entre elles ne seraient pas en mesure d'appliquer le protocole. *« Il va y avoir des situations où la reprise ne sera possible qu'en mode très dégradé, voire pas du tout, prévient Benoît Teste, secrétaire général de la FSU. On demande qu'il n'y ait pas de pression pour accueillir un onzième élève si la classe ne peut en contenir que dix. Il y a une forme de chantage à l'héroïsme qui n'est pas acceptable. »*

A la veille du retour des élèves en classe, la contamination de quatre membres du personnel d'un collège de Chauvigny (Vienne), lors d'une journée de préparation de la rentrée, est dans toutes les têtes. ■

« Il y a une forme de chantage à l'héroïsme qui n'est pas acceptable. »

BENOÎT TESTE

Secrétaire général de la FSU



A partir de mardi, seuls 22 % des élèves reprendront le chemin de l'école. Photo Stéphane Mahé/Reuters